



200 000 «euromanifestants» pour l'emploi

MOBILISATION • De nombreux rassemblements coordonnés contre la crise et pour la sauvegarde des emplois ont eu lieu ce week-end dans toute l'Europe. Le point sur Madrid, Bruxelles, Berlin et Genève.

Des «euromanifestations» se sont déroulées entre les 14 et 16 mai dans différentes grandes villes à l'appel de la Confédération européenne des syndicats, afin de revendiquer un «nouveau deal social» sur le continent. Les manifestants n'entendent pas subir la crise, laquelle s'approfondit encore. L'activité économique s'est en effet contractée de 2,5% au premier trimestre 2009 dans la zone euro et le chômage a continué son ascension, atteignant un taux de 8,9% en mars. Plus de quatorze millions de personnes sans emploi sont désormais recensés dans les pays de l'Union européenne.

A Madrid

La dureté de la crise en Espagne a nourri la mobilisation. Pas moins de 50 000 travailleurs ont ouvert jeudi 14 mai les «euromanifestations» syndicales dans la crainte de voir le gouvernement socialiste alléger encore davantage la protection des salariés contre les licenciements. «Contre la crise, l'emploi d'abord», pouvait-on lire sur la banderole principale. Proches du gouvernement, les trois principales centrales syndicales nationales UGT, CCOO et USO ont surtout réclaté de Madrid la relance du «dialogue social» et de Bruxelles une «coordination» des politiques publiques pour défendre l'emploi.

Plus dure que les leaders syndicaux, la base a conspué les «contrats poubelle» (l'Espagne compte une quinzaine de types de contrats précaires) ainsi que les aides publiques versées aux groupes financiers. «Ils n'escroquent même plus, ils pompent les impôts», disait-on dans le cortège. Le défilé a également permis à des salariés en lutte (Arcelor Mittal, Trident ou Renfe) de faire connaître leur situation particulière.

Plus encore que ses voisins, l'Espagne souffre du ralentissement de l'économie mondiale, celui-ci étant intervenu alors que le pays subissait déjà les effets de l'éclatement de sa propre bulle spéculative immobilière. Pour le seul premier trimestre 2009, l'Espagne a enregistré un brutal recul de son PIB de 1,8%. C'est la plus forte baisse depuis au moins 1970, a annoncé jeudi l'Institut

national de la statistique (INE). En variation annuelle, la chute est de 2,9%. «La contraction du niveau du PIB continue d'être la conséquence d'une contribution négative de la demande intérieure, compensée en partie par l'apport positif du secteur extérieur», détaille l'INE. Avec un taux officiel de 17,36% de chômage, l'Espagne caracole en tête (ou en queue plutôt) du peloton européen.

A Bruxelles

Quelque 40 000 personnes selon la police, mais 60 000 selon les syndicats, ont défilé vendredi 15 mai à Bruxelles pour demander aux pouvoirs publics de consacrer plus d'argent à la protection de l'emploi dans l'Union européenne. Des travailleurs venus des 27 pays de l'Union ont exprimé leur colère face aux milliards d'euros mis par les gouvernements pour sauver les banques et le peu d'attention portée, selon eux, à la situation des emplois industriels.

«L'Europe, priorité aux travailleurs», «les gens d'abord, pas le profit», «l'Europe de l'argent n'est pas la bonne voie», «l'Europe sociale, pas celle du fric et des patrons», figuraient parmi les slogans repris dans le cortège. «Nous voulons une Europe qui nous protège des dérèglements financiers qui menacent l'emploi», a martelé John Monks, le dirigeant de la Confédération européenne des syndicats (CES).

A Berlin

Selon la confédération syndicale allemande DGB, la manifestation berlinoise du 16 mai a réuni 100 000 personnes, sous le mot d'ordre «Combattre la crise, un pacte social pour l'Europe, les responsables doivent payer». Le chef du syndicat IG Metall, Berthold Huber, a plaidé devant les manifestants pour la mise en place d'un «bouclier pour les activités et les employés» face à la crise. «Beaucoup d'activités sont menacées si la politique ne s'en mêle pas. L'existence de centaines de milliers [de personnes] est en jeu», a-t-il déclaré. L'économie allemande est en effet en train de flancher. Son PIB a reculé de 3,8% au premier trimestre 2009 et enregistre la pire contraction depuis 1970. BPZ/MSI/ATS



Madrid, le 14 mai. KEYSTONE



Bruxelles, le 15 mai. KEYSTONE

Une première à Genève

Un millier de manifestants ont défilé pendant trois heures samedi 16 mai dans les rues de Genève pour réclamer une sortie de crise favorable à l'emploi, aux salariés et aux services publics. Des syndicalistes français de Haute-Savoie et italiens de la vallée d'Aoste avaient fait le trajet pour rejoindre le rassemblement et lui donner une vraie dimension transfrontalière et européenne. Dans leurs discours, ils ont détaillé les revendications adressées à l'Union européenne, comme la demande de resserrer la directive sur le détachement de travailleurs par-dessus les frontières.

En écho à leurs homologues de Berlin, Madrid, Bruxelles ou encore de Prague, de Bucarest, de Luxembourg et de Birmingham, les manifestants de Genève ont quitté la Place des XXII-Cantons au son des sifflets et de slogans pour rallier les Hôpitaux universitaires de Genève. Le cortège s'est arrêté devant différents lieux symboliques comme l'Hôtel des Postes, le siège de l'UBS, la Banque nationale suisse ainsi que l'hôtel de ville pour formuler des revendications spécifiques à chacune de ces cibles.

«Nous ne paierons pas leur crise» ou «68 milliards pour UBS, combien pour les salariés?», pouvait-on lire sur les banderoles. «De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat» et «C'est pas les ouvriers, c'est pas les syndiqués, c'est les capitalistes qu'il faut virer» figuraient parmi les slogans repris tout au long du cortège.

A la hauteur de Manor, première halte – longue – sur le parcours, une action «pour faire entrer les droits syndicaux dans l'entreprise» était prévue afin de rappeler le licenciement jugé abusif de la vendeuse-militante Marisa Pralong. Des syndicalistes ont réussi à s'introduire dans le magasin avec l'espoir de dérouler une grande banderole sur sa façade extérieure. Injures et heurts légers ont émaillé leur rencontre avec les agents de sécurité dans les étages. Les manifestants ont alors décidé de stationner face au commerce jusqu'à la «libération des camarades». Le cortège n'a repris sa route qu'après le retour de tous les militants au sein de la manifestation. Aucun autre incident n'a été signalé. MSI/ATS



Genève, le 16 mai. JPDS